



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 31 – 29 AVRIL 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**PETROLE :
L'UGANDA
PRIVILEGIE LE
CHOIX DE TOTAL
POUR SON
OLEODUC**

**SENEGAL :
29 M USD DE LA
BANQUE MONDIALE
POUR LE SECTEUR DU
TOURISME**

**LAFARGE AFRICA
CONSOLIDE SA
POSITION SUR LE
MARCHE DE LA
CONSTRUCTION AU
NIGERIA**

**COTE D'IVOIRE :
LA FONDATION BILL ET
MELINDA GATES
FINANCE UN PROJET
D'ASSAINISSEMENT**

**ETHIOPIE :
DEVELOPPEMENT D'UN
SERVICE DE PAIEMENT
MOBILE**

**MADAGASCAR :
DECOUVERTE D'UNE
RESERVE DE GAZ
NATUREL SEC**

**LES CHAINES
HOTELIERES
INTERNATIONALES ET
AFRICAINES
ACCELERENT LEURS
INVESTISSEMENTS EN
AFRIQUE**

**AFRIQUE DU SUD :
UNE MEILLEURE
CONNEXION INTERNET
VERS L'ASIE ET LE
RESTE DE L'AFRIQUE**

**RDC :
ACQUISITION DE TIGO
RDC PAR LE GROUPE
ORANGE**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Les perspectives économiques du *World Economic Outlook* (FMI) d'avril 2016 confirment les difficultés des économies d'Afrique centrale

Selon le FMI, le Congo et la RCA connaîtraient une accélération de leurs taux de croissance du PIB à 5,7 % et 4,3 % respectivement (contre 4,3 % et 2,5 % en 2015), tandis que le Cameroun (4,9 % contre 5,9 % en 2015), le Gabon (3,2 % contre 4 % en 2015) et la RDC (4,9 % contre 7,7 % en 2015) enregistreraient un taux de croissance positive mais en ralentissement. Le Tchad et la Guinée équatoriale quant à eux seraient en récession. Le taux d'inflation en 2016 dépasserait la norme communautaire au Tchad (3,2 %) et en RCA (4,9 %) et le solde du compte courant se creuserait dans tous les pays à l'exception de la RCA (-11 % du PIB en 2016 contre -13 % en 2015).

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Atlas Mara annonce ses premiers profits et s'exprime sur Barclays Africa

Atlas Mara sort du silence : le holding bancaire fondé fin 2013 par l'entrepreneur anglo-ougandais Ashish Thakkar et le financier britannique Bob Diamond s'est exprimé sur l'intérêt manifesté par ses deux fondateurs, alliés au capital-investisseur Carlyle, pour la reprise de Barclays Africa. Atlas Mara reconnaît être en discussion avec un consortium d'investisseurs qui étudie l'acquisition de la participation de Barclays dans Barclays Africa et une combinaison potentielle d'Atlas Mara avec Barclays Africa. Le holding bancaire Atlas Mara annonce par ailleurs un résultat net de 11,3 M USD, contre une perte pro-forma de 47,8 M en 2014.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ En 2015, Proparco a autorisé 650 M EUR de financements en Afrique

En 2015, Proparco a consacré 62 % de ses financements autorisés, soit 648 M EUR, au continent africain, selon des chiffres communiqués par l'institution financière. Les financements autorisés font référence aux prêts (89 % en 2015), prises de participation (8 %) et aux garanties (3 %) avalisés par l'institution financière mais qui n'ont pas encore tous fait l'objet d'un contrat signé. Mais l'essai reste à transformer, les signatures de contrats de financement, reculant sensiblement en Afrique subsaharienne à 210 M EUR contre 546 M EUR en 2014. Et elles ne concentrent que 23 % des 922 M EUR des financements signés en 2015, derrière l'Amérique du Sud (31 %) et l'Asie (24 %), mais devant l'Afrique du Nord (16 %).

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Sur le terrain, les entreprises attendent toujours la manne du Fonds vert pour le climat

L'Afrique attend beaucoup de cette institution lancée par l'ONU pour faire face aux changements climatiques. Hélas, au-delà des promesses, la machine met du temps à démarrer. Le pactole s'élève actuellement à quelque 5 Mds USD (4,4 Mds EUR). Mais pour l'instant, cette manne financière reste bien hypothétique. A la veille de la conférence des Nations unies sur le climat (COP 21), à Paris, fin 2015, l'aide totale se limitait à 168 M EUR et seules trois enveloppes concernaient l'Afrique (salinisation des sols au Sénégal, prévision météorologique au Malawi et énergie solaire en Afrique de l'Est). Les porteurs de projet s'impatientent de voir ces investissements prendre de l'ampleur.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Afrique : les chaînes hôtelières internationales et africaines accélèrent leurs investissements sur le continent**

Selon un récent sondage, plusieurs chaînes hôtelières implantées en Afrique ont décidé d'accroître significativement leurs capacités d'accueil. L'ensemble des projets hôteliers prévus devrait entraîner la construction de 64 000 chambres supplémentaires, soit une augmentation de 30 % des investissements par rapport à 2015. Malgré la baisse du prix du pétrole, le Nigeria et l'Angola, les deux plus grandes puissances pétrolières d'Afrique, pèsent à elles seules 30 % des investissements annoncés en 2016. L'Afrique du Sud verrait la construction de 2 058 nouvelles chambres dans 11 hôtels dans le pays, la positionnant au 9^{ème} rang des pays africains en termes de projets hôteliers.

✉ sarah.watine@businessfrance.fr

CONJONCTURE

▼ Maurice : le FMI mise sur un taux de croissance de 3,8 % en 2016

Dans son dernier rapport consacré aux perspectives de l'économie mondiale (*World Economic Outlook – Avril 2016*), le FMI maintient sa prévision de croissance de l'économie mauricienne à 3,8 % pour 2016. Selon ce rapport, le taux de croissance devrait rester sous la barre des 4 % pour la période 2016-2018, avant de passer au-dessus de ce seuil en 2019-2020. Le FMI prévoit également une légère hausse de l'inflation en 2016 à 1,5 % (contre 1,3 % en 2015), avant que le taux ne remonte à 2,1 % en 2017. Enfin, s'agissant de la dette du gouvernement central, le FMI table sur un taux de 58,3 % du PIB en 2016 et de 57,6 % en 2017.

✉ patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : désinflation en mars mais inflation annuelle à un seuil toujours supérieur à la cible de la Banque centrale

En mars, le taux d'inflation a ralenti à 6,3 % en g.a après 7 % en février (son plus haut depuis 7 ans), toujours au-dessus de la cible de 3-6 % de la Banque centrale pour le 3^{ème} mois consécutif. Si l'évolution des prix a tiré parti du repli des prix de l'essence (-5,7 % sur le mois) et d'un effet de base favorable, le rythme de progression des prix reste nourri par la faiblesse du rand et par la nette accélération des prix alimentaires (+9,8 %). Alors que le FMI projette un taux d'inflation moyen à 6,5 % cette année, les autorités monétaires, qui ont rehaussé de 25 pdb le taux repo à 7 % en mars, devraient poursuivre le resserrement de la politique monétaire.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : suspension de la facilité de crédit du FMI suite à la confirmation de l'existence de dettes non dévoilées

Alors que l'existence de dettes publiques non déclarées dans les statistiques nationales (d'un montant de 1,3 Md USD), a été confirmée, le FMI a décidé de suspendre l'application du programme en cours et d'annuler la mission de revue d'un autre programme en cours depuis 2013. En venant s'ajouter à celle contractée par la société publique EMATUM, cette dette, émise par des entreprises publiques avec la garantie de l'Etat, vient considérablement changer la situation des comptes publics, d'ores et déjà fragile (augmentation rapide de la dette publique de 37,9 % du PIB en 2011 à 74,8 % en 2015 selon le FMI, avant prise en compte de ces nouveaux éléments).

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : hausse du taux directeur de 200 pdb à 12,75 % en réponse aux pressions inflationnistes accrues

La Banque centrale a décidé de relever son principal taux directeur, le taux de facilité de prêt marginal, de 200 pdb à 12,75 %. De même, le taux de facilité de dépôt a été relevé de 150 pdb à 5,75 %. Elle a aussi décidé de traiter les passifs des banques en monnaie nationale et en devises de façon différente : le coefficient de réserves obligatoires en monnaie locale reste fixé à 10,5 % mais il est désormais relevé à 15 % en devises. La poursuite du resserrement de la politique monétaire répond aux tensions croissantes sur les prix (taux d'inflation à 13,6 % en g.a en mars, attendue à 6 % en moyenne cette année par le FMI) et sur le metical.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : dégradation d'un cran de la notation souveraine de la dette de long terme**

L'agence de notation Moody's a dégradé d'un cran de B2 à B3 (catégorie très spéculative) la notation souveraine de la Zambie, assortie d'une perspective négative, en réponse directe à la dégradation de la situation des finances publiques. L'agence s'inquiète tout particulièrement de la persistance d'un déficit public significatif de -6,7 % en moyenne sur 2012/15 (-8,1 % en 2015) et à -8,3 % attendu cette année selon le FMI, du fait de la chute des recettes fiscales couplée à des dépenses toujours élevées en lien avec le ralentissement de l'activité (croissance prévue à 3,4 % cette année contre une moyenne de 6,5 % sur 2010/14).

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : profil des ménages selon le recensement réalisé en 2014**

Le revenu mensuel moyen par ménage était, en 2014, de 303 700 UGX (80 EUR). 69,4 % des ménages vivent de l'agriculture vivrière, 16,4 % ont pour principale source de revenus un salaire et 3,1 % les transferts d'argent de l'étranger. En termes de dépenses, les postes les plus importants sont : la nourriture, les boissons et le tabac (45 %); le loyer, l'essence et l'énergie (16 %) ; les transports et la communication (9 %); l'éducation (9 %). 60 % des ménages possèdent une radio (+21 % par rapport à 2002), 58 % un abonnement à la téléphonie mobile et 13,9 % une télévision (taux multiplié par 3 depuis 2002). Le vélo est le principal moyen de locomotion possédé par les ménages (31,5 %), suivi des motos (8,6 %) et des voitures (3,9 %).

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : émission d'un emprunt obligataire destiné à la diaspora pour 300 M USD**

Mi-avril, la Chambre des représentants a approuvé la demande du président Buhari d'augmenter le montant de l'eurobond s'adressant à la diaspora de 100 M USD à 300 M USD. Le Président Buhari avait demandé que cet emprunt obligataire soit inclus dans le plan d'endettement extérieur du gouvernement fédéral 2016 – 2018. L'émission obligataire aura une maturité d'au minimum 5-10 ans et un coupon compris entre 5-8 % annuellement.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le gouvernement cherche à augmenter les recettes publiques en s'inspirant du modèle mis en place par l'Etat de Lagos**

Le modèle que souhaiterait suivre le gouvernement est celui de Lagos qui a réussi à améliorer radicalement la collecte de l'impôt, seul Etat à être quasi-autonome financièrement. En effet, les recettes publiques sont passées de 600 M NGN par mois en 1999 à 23 Mds NGN en 2014 (environ 116 M USD), grâce à une stratégie originale combinant le recours à des acteurs non-étatiques pour collecter l'impôt, notamment des associations de marché afin de réussir à taxer le secteur informel, et des campagnes de communication visant à inciter les citoyens à payer l'impôt.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : dégradation de la situation du secteur bancaire**

Sur les 15 banques cotées au *Nigerian Stock Exchange* (NSE), cinq des établissements qui ont publié leurs résultats ont connu une forte réduction de leurs bénéfices, ce qui constitue une rupture nette par rapport à la hausse constante des bénéfices enregistrée après la crise bancaire de 2010. En effet, Ecobank, Union Bank, First City Monument Bank, Wema Bank et Fidelity Bank ont subi une chute combinée de 80 % de leurs bénéfices. Les prêts non performants ont cru de 78,8 % en 2015, révélant une détérioration importante de la qualité de leurs portefeuilles de prêts, tandis que le volume de nouveaux crédits a diminué de 30 %. Le ratio de prêts non-performants atteint 4,88 %, ce qui est 0,22 point inférieur à la limite réglementaire de 5 %.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la présidence annonce finalement la mise en œuvre de programmes sociaux destinés aux plus pauvres**

D'après le porte-parole du président Buhari, 1 million de Nigériens pauvres et vulnérables vont recevoir une allocation mensuelle de 5 000 NGN par mois pour leur permettre de vivre décemment. Ce plan d'investissement social est déjà inclus dans le budget 2016 et la Banque mondiale, en partenariat avec la Fondation Gates, a déjà commencé à identifier les destinataires de cette allocation. Le registre serait déjà terminé pour 7/8 Etats. Un autre programme, prévu par le budget 2016, devrait permettre la fourniture par la Banque de l'industrie de prêts bonifiés à 1 million de commerçants et d'artisans.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le gouvernement fédéral va assurer le remboursement des obligations domestiques émises par les Etats fédérés en difficulté**

Le gouvernement va permettre aux Etats fédérés en difficulté de différer le remboursement de leurs emprunts afin qu'ils puissent disposer de suffisamment de fonds pour leurs fonctionnaires. C'est l'Etat fédéral qui assurera le remboursement des obligations domestiques émises par ces Etats insolubles. Depuis le début de la présidence de Muhammadu Buhari, l'Etat nigérian a déjà renfloué 27 Etats en difficulté, pour un montant total d'environ 2,1 Mds USD. Beaucoup d'Etats ont emprunté pour payer les salaires, à des taux d'intérêts exorbitants, parfois supérieurs à 25 %. Au total, la moitié des Etats fédérés ont des dettes supérieures à 200 % de leurs revenus générés en interne.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : le FMI projette une croissance de 5,3 % en 2016**

L'économie du Mali a poursuivi sa dynamique de croissance en 2015. Selon un communiqué du FMI, publié à la suite de la cinquième revue du programme économique et financier du pays, le PIB réel du Mali a enregistré une croissance de 6 %, soutenue par une bonne performance dans les secteurs de l'agriculture et des services. L'inflation est restée faible à 1 %. Les recettes fiscales ont augmenté de 1,75 % du PIB, permettant ainsi une réduction du déficit public global de 1,8 % du PIB. Le cap devrait être maintenu en 2016, avec une croissance projetée à 6 %.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : réduction du déficit commercial**

Le montant total des importations au Bénin a diminué de 17,7 % en 2015 à 2,2 Mds EUR. Le ralentissement économique du Nigéria explique en partie cette baisse. Les exportations reculent de 21,4 % pour atteindre 562,7 M EUR. Au total, le déficit de la balance commerciale s'est contracté à 1,7 Md EUR, contre 1,9 Md EUR en 2014.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : recrutement d'un arrangeur pour la prochaine opération d'emprunt obligataire**

L'appel d'offres a été lancé par le gouvernement camerounais en direction des banques en activité dans le pays pour un emprunt obligataire d'un montant qui atteindrait 150 Mds FCFA. Il s'agit de la quatrième opération du genre sur la place boursière de Douala (*Douala stock exchange*), la première ayant été arrangée par Afriland First Bank en 2010 pour un montant de 200 Mds FCFA et les deux autres par la SCB (filiale d'Attijariwafa) en 2013 et 2014 pour 50 et 150 Mds FCFA respectivement.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Gambie : mise en place d'une stratégie nationale de cyber sécurité

Depuis avril 2016, Expertise France appuie le ministère gambien de l'Information et de la Communication dans la formulation d'une stratégie nationale en matière de cyber sécurité, à la tête d'un consortium avec Civipol et Bird&Bird. Financé par le programme WARCIP de la Banque mondiale, le projet mis en œuvre par Expertise France vise à soutenir l'adoption et la mise en œuvre d'un ensemble cohérent de politiques et de mesures qui augmenteront la capacité de prévention de la Gambie en matière de cyber sécurité. Depuis 2014, dans le cadre du projet ENYSEC, l'agence appuie également trois pays d'Europe orientale et des Balkans dans l'établissement de stratégies nationales de cyber sécurité.

✉ rabiyatou.bah@expertisefrance.fr

▼ Accord de création du Conseil conjoint des affaires Turquie-Madagascar

Le Conseil des relations économiques étrangères de Turquie (DEIK) et la fédération des CCI de Madagascar ont signé, le 16 avril 2016, l'accord de création du Conseil conjoint des affaires Turquie-Madagascar dont l'objectif est de promouvoir les relations économiques entre les deux pays. Cette signature a été suivie d'une rencontre B to B avec une délégation d'une cinquantaine d'entreprises turques spécialisées dans l'agro-alimentaire, l'énergie, la construction, les travaux publics et le négoce. La compagnie Turkish Airlines qui opère la ligne Turquie-Maurice-Madagascar depuis décembre 2015 était également présente. En 2014, le total du commerce bilatéral Madagascar-Turquie s'élevait à 65 M USD.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : vaste offensive contre les emplois fictifs dans l'administration

Plusieurs enquêtes ont été lancées suite à l'ultimatum du président Magufuli donnant 15 jours aux services administratifs nationaux et régionaux pour retirer les travailleurs fictifs de leur système de paiement. Les différents audits menés auraient jusqu'à présent révélé l'existence d'environ 7 795 emplois fictifs sur les quatre premiers mois de 2016. La liste comprend des retraités, des personnes incarcérées, décédées, en congé sans solde, et de faux noms inscrits par d'autres employés. Les travailleurs fictifs auraient au total perçu 7,5 Mds TZS (3 M EUR). Le secteur public comptait environ 700 000 employés en 2014, dont les salaires représentaient 5 B TZS (2 Mds EUR).

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : la BAfD triple son appui financier à 1,7 Md USD

La Banque africaine de développement (BAfD) a annoncé qu'elle allait tripler son appui financier au Mozambique à partir de l'exercice fiscal 2016-2017, à 1,7 Md USD, afin d'aider le pays, largement dépendant du secteur des industries extractives (charbon et hydrocarbures), à faire face à la chute des cours des matières premières. La banque a également annoncé l'octroi de 549 M USD en appui aux 14 pays d'Afrique orientale et australe les plus touchés par la sécheresse, le Mozambique recevant dans ce cadre 1 M USD de soutien d'urgence en 2016 et 14 M USD en 2017.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Ghana a l'un des taux directeur les plus élevés du monde**

Avec un taux directeur de 26 %, le Ghana est le deuxième pays affichant le taux le plus élevé au monde derrière le Malawi (27 %), dans un contexte d'inflation élevé (17,7 % en 2015) et de décrochage de la monnaie (-22 % en 2015). Ce taux élevé affecte lourdement l'accès au crédit des entreprises ghanéennes qui, sauf à dégager des marges très importantes, ne peuvent plus se financer via le système bancaire et pénalise très lourdement la reprise de l'économie dans un contexte mondial où la tendance est plutôt à la baisse des taux.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : une campagne pour relancer le Douala Stock Exchange**

Le *Douala Stock Exchange* (DSX) appuyé par le ministère des Finances a lancé une campagne auprès des sociétés d'Etat, des entreprises privées et des collectivités locales afin de redynamiser la place. Cette campagne de promotion a pour objectif d'atteindre une capitalisation boursière de 3 000 Mds FCFA en actions et 1 000 Mds en titres de créance à l'horizon 2018. Le DSX, qui ne compte que trois entreprises cotées pour une capitalisation de 155,7 Mds FCFA sur le compartiment action, ambitionne de s'ouvrir à une trentaine d'entreprises de tous secteurs d'ici à 2020. Pour autant, cette démarche pourrait se trouver limitée par l'existence d'une deuxième place au niveau régional (BVMAC) et la faible maturité du marché.

✉ majdi.debbich@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Ethiopie : don de 122,5 M EUR de l'Union européenne pour les victimes de la sécheresse**

La Commission européenne a annoncé le 8 avril dernier une nouvelle aide humanitaire de 122,5 M EUR pour lutter contre l'une des pires sécheresses que connaît l'Ethiopie. Pour rappel, 10,2 millions de personnes sont actuellement affectées par la sécheresse et l'appel à contribution de 1,4 Md USD lancé par les autorités et les Nations unies n'est couvert qu'à hauteur de 680 M USD.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : approbation d'un prêt concessionnel de 30 M USD pour le financement deux projets géothermiques qui augmenteront de 70 MW la capacité installée**

Le Fonds pour les technologies propres (FTP) du Fonds d'investissement climatique (FIC) a approuvé la mise à disposition d'une enveloppe de prêt concessionnel de 30 M USD destinée à faciliter le financement de deux projets privés géothermiques à Menengai, au nord-ouest de Nairobi. Ces deux projets apporteront 70 MW de capacité installée supplémentaire. Ce prêt s'inscrit dans un programme FTP dédié au secteur privé qui vise à renforcer la confiance des investisseurs privés dans les EnR en garantissant la viabilité financière des projets. Le potentiel géothermique au Kenya est estimé à 10 GW contre 600 MW exploités aujourd'hui.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : signature d'accords de prêts pour la réhabilitation de la route nationale 5**

Le ministre des Finances et du Budget malgache et le représentant de l'OFID (*OPEC Fund for International Development*) ont signé, le 15 avril 2016 à Washington, un accord de prêt d'un montant de 10 M USD. Ce prêt financera le premier tronçon du projet d'aménagement et d'asphaltage de la route nationale 5 (nord-est de Madagascar). Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme du gouvernement pour la modernisation du secteur transport et bénéficiera d'un cofinancement du Fonds saoudien pour le développement, du Fonds Abu Dhabi, du Fonds koweïtien de développement économique arabe et de la Banque arabe de développement. L'appel à manifestation d'intérêt pour la réactualisation des études du projet a été lancé le 10 mars 2016.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : poursuite du programme hydroélectrique prioritaire**

La présidence malgache a lancé en juillet 2015 un appel d'offres international pour l'aménagement de quatre sites hydroélectriques prioritaires. Les entreprises Eiffage, Vinci et Bouygues/Colas se sont positionnées sur trois de ces projets, ayant respectivement répondu pour les sites de Sahofika (250 MW), Antetezambato (180MW) et Volobe amont (90MW). L'analyse des offres, en partenariat public-privé, est en cours et devrait mener à la signature des lettres d'intention en mai pour le projet de Sahofika, suivi par Eiffage, et en juin pour les deux autres. La réalisation de ces ouvrages permettrait de répondre à la demande croissante d'électricité à moyen terme, et d'assurer une fourniture fiable et à moindre coût.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : des normes ISO pour les projets de *Smart Cities* à Maurice

À l'occasion d'un atelier organisé par la CCI Maurice, le *Mauritius Standard Bureau* a recommandé que les normes pour les *sustainable communities* en cours d'élaboration par l'*International Standardization Organisation* soient appliquées aux projets de « villes intelligentes » prévus à Maurice. Un comité miroir a été créé localement afin de faire des suggestions à l'ISO. Sur la douzaine de projets de *Smart Cities* promus par le secteur privé, trois ont reçu le feu vert formel de l'administration mauricienne : Omnicane Mon Trésor (env. 400 M EUR), Medine Education Village (env. 350 M EUR) et Trimetys Cap Tamarin (env. 250 M EUR).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : inauguration du pont Nyerere par le président Magufuli

Le président Magufuli a inauguré mardi 19 avril un pont suspendu de 680 mètres reliant le centre-ville de Dar es Salam à Kigamboni, zone séparée du centre historique par un bras de mer long d'une vingtaine de kilomètres. Ce pont monumental, aujourd'hui le plus long d'Afrique de l'Est, doit favoriser le développement de la mégapole sur sa partie sud-est. Ce projet de 140 M USD a été financé à 40 % par le budget tanzanien et à 60 % par le Fonds National de Sécurité Sociale (NSSF), qui sera le principal bénéficiaire du péage devant être mis en place. L'ouvrage a été réalisé par un consortium de deux groupes chinois, en collaboration avec une société de conseil égyptienne.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : le Conseil économique, social et environnemental adopte un projet d'avis sur les PPP

Les membres du Conseil économique, social et environnemental du Sénégal (CESE), ont adopté le 18 avril en séance plénière un projet d'avis sur « le rôle et la place du partenariat public-privé dans la mise en oeuvre du PSE (Plan Sénégal émergent) et la promotion du secteur privé national » en présence du ministre de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat, Mme Khoudia Mbaye. Le CESE recommande notamment une amélioration du modèle de partenariat public privé, la mise place d'un dispositif institutionnel plus cohérent et le regroupement de toutes les formes de PPP dans un cadre juridique unique.

✉ aurelien.della@gide.com

▼ Côte d'Ivoire : 130 M EUR pour le projet Phoenix en faveur du financement des PME

L'annonce vient d'être faite par le Premier ministre ivoirien à l'occasion de la cinquième édition du CGECI Academy, une plateforme de rencontre entre entrepreneurs locaux et investisseurs initiée par le patronat ivoirien. Le plan Phoenix, initié en 2012, propose la mise en oeuvre d'un ensemble de mesures en faveur des PME ivoiriennes. Parmi ces mesures figurent la mise en place d'un fonds de garantie qui devrait faciliter l'accès au crédit bancaire pour les PME. BPIfrance devrait accompagner les autorités ivoiriennes dans ce projet de fonds de garantie.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : la Tunisie veut renforcer sa coopération économique

Après le Maroc, la Tunisie affiche son ambition de renforcer sa présence économique en Côte d'Ivoire. La visite de deux jours entamée à Abidjan le 25 avril 2016 par le chef du gouvernement tunisien, accompagné de près de 70 hommes d'affaires, en est l'illustration. Au total, treize accords de coopération viennent d'être signés entre les deux pays. Ils concernent différents domaines dont l'éducation/formation, l'emploi, les affaires sociales, la santé, les ressources forestières, la gestion des ressources hydrauliques, l'agriculture, les PME, l'artisanat, le tourisme et l'infrastructure. Le volume des échanges commerciaux bilatéraux a atteint environ 44 M EUR en 2015, soit une hausse 29 % en cinq ans.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : la fondation Bill et Melinda Gates finance un projet d'assainissement

Le ministère de la Salubrité urbaine et de l'Assainissement a signé le 21 avril 2016 une convention de partenariat avec la Fondation Bill et Melinda Gates dans le cadre de sa politique de l'assainissement autonome. La fondation financera un projet intitulé « programme et structuration du marché des boues de vidange » à hauteur de 3,8 M EUR sur trois ans. Ce projet sera mis en œuvre par l'Office national de l'assainissement et du drainage (ONAD).

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : 80 M EUR de la BID pour le financement de l'axe Routier Didiéni-Goumbou-Mourdiah-Nara

Le 17 avril 2016, la Banque islamique de développement (BID) et le gouvernement malien ont signé une convention de prêt de 92,3 M USD à Washington, pour la construction en bitume de la route Didiéni (Kwala)-Goumbou-Mourdiah-Nara. Ce prêt boucle le financement de la première phase de réalisation de cette route longue de 232,5 km qui devrait atteindre la frontière de la Mauritanie. La Banque arabe pour le développement économique en Afrique, le Fonds saoudien de développement, le Fonds de l'OPEP et l'Etat malien participent déjà au financement de cette première phase. Les recherches de financement sont en cours pour la deuxième phase qui portera sur le tronçon Nara-Frontière de la Mauritanie (44 km).

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : l'UE apporte un soutien financier de 19 M EUR

La Commission européenne a annoncé le lancement de deux projets d'un montant global de 19 M EUR pour le Mali : (i) sécurité et développement au Nord du Mali (13 M EUR) et (ii) projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine (6 M EUR). Ces projets contribueront à la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation et à la promotion d'initiatives collectives de développement local. En créant des emplois et des opportunités économiques, ils devraient également permettre de répondre efficacement aux problèmes migratoires rencontrés dans certaines zones, dont la région de Kayes. L'AFD a été chargée d'exécuter ces projets.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : l'UE appuie la réintégration socio-économique**

L'agence guinéenne pour la promotion de l'emploi et ses partenaires ont procédé le 20 avril dernier au lancement officiel du programme d'appui à la réforme du secteur de la sécurité dans son volet « réintégration socio – économique ». Ce programme financé par l'UE à hauteur de 4,4 M EUR sur l'enveloppe du 10^{ème} FED, permettra de créer des emplois temporaires et des opportunités économiques durables pour les populations exposées au risque d'exclusion sociale. Ayant bénéficié d'une augmentation budgétaire de 47 %, le programme pourrait encadrer 2 000 participants au lieu de 1 300 initialement prévus.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : lancement des appels d'offres de pré-qualification pour le projet KMS3**

La Société nationale des eaux du Sénégal (Sones) vient de procéder au lancement des appels à manifestation d'intérêt dans le cadre du projet de construction de la troisième usine de traitement et de pompage de Keur Momar Sarr (KMS3) et d'une canalisation de 200 km. La clôture des candidatures est prévue pour début juin, afin de procéder aux lancements des appels d'offres pour la sélection dès le second semestre 2016 pour un début des travaux en février 2017. Ce projet d'un montant de 310 M EUR est financé par l'AFD (80 M EUR), la Banque européenne d'investissement (100 M EUR), la BAfD (30 M EUR) et la Banque islamique de développement (100 M EUR). Les études de faisabilité ont été réalisées par le cabinet Merlin.

✉ folly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : 29 M USD de la Banque mondiale pour le secteur du tourisme**

La Banque mondiale a accordé au Sénégal un prêt d'un montant de 29 M USD. Ce financement devrait permettre d'exécuter le projet de lutte contre l'érosion côtière, qui contribue à affaiblir les performances du secteur du tourisme. Le début des travaux est prévu pour 2017. Une partie de ce financement sera consacrée à la mise en œuvre d'un programme de promotion de la destination Sénégal et de renforcement des capacités des opérateurs. Des études, financées par la Banque (2,6 M USD), sont en cours pour identifier les faiblesses du secteur.

✉ folly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : 200 M USD de la CAFI pour sauver les forêts**

La République démocratique du Congo a signé vendredi 22 avril 2016 un accord avec le fonds CAFI (Initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale), ouvrant la voie à un financement de 200 M USD pour lutter contre la dégradation des zones forestières du pays. Cet accord est le premier du genre signé entre le fonds CAFI (lancé fin septembre 2015) et un pays africain. L'initiative CAFI vise à lutter contre la déforestation et la dégradation des zones forestière en Afrique centrale, qui abrite la deuxième plus grande forêt tropicale au monde avec plus de 240 millions d'hectares, dont 155 millions en RDC.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : les autorités indonésiennes reconnaissent l'équivalence du système de contrôle phytosanitaire sud-africain pour les produits horticoles

L'agence sanitaire indonésienne pour les produits agricoles (*Indonesian Agricultural Quarantine Agency*) a annoncé, le 11 avril, le changement de statut sanitaire de l'Afrique du Sud pour les produits horticoles. La reconnaissance de l'équivalence du système de contrôle phytosanitaire sud-africain pour 15 produits horticoles (agrumes, pommes, poires, raisins, ...) pour les 2 prochaines années va faciliter les exportations sud-africaines vers l'Indonésie.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : 9^{ème} pays en surface de cultures OGM

Selon le rapport publié par l'*International service for the acquisition of agri-biotech applications* (ISAAA) sur l'état mondial des plantes génétiquement modifiées commercialisées en 2015, l'Afrique du Sud est le 9^{ème} pays en termes de superficies avec 2,3 millions ha cultivés, en forte baisse par rapport à 2014 (-15 %), en raison de la sécheresse, et le premier pays d'Afrique devant le Burkina-Faso (400 000 ha) et le Soudan (120 000 ha). A noter que 8 pays d'Afrique conduisent des essais en plein champ de cultures OGM. En Afrique du Sud, les cultures OGM sont le maïs, le soja et le coton. Le maïs OGM a été introduit pour la première fois en 1995 et représente désormais 85 % de la superficie cultivée pour le maïs.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Malawi : déclaration de l'état de catastrophe nationale suite à la sécheresse

Le président du Malawi, Peter Mutharika, a déclaré le pays en état de catastrophe nationale, le 13 avril, suite à la sécheresse qui touche le pays en raison du phénomène climatique El-Niño. La production de maïs du pays devrait s'établir à 2,4 Mt en 2016, soit une baisse de 12 % par rapport à 2014/2015, saison également marquée par des sécheresses ainsi que des inondations. Le Programme Alimentaire Mondial estime à 3,4 millions le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire. D'après le ministère de l'agriculture, le pays affiche un déficit d'1,1 Mt de maïs pour subvenir aux besoins de sa population sur 2016/2017.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : la BOAD appuie la CMDT pour un montant de 50 M EUR

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT) ont signé deux conventions de prêt à Lomé le 21 avril 2016. La 1^{ère} convention est relative au financement partiel du projet d'extension et de modernisation des capacités d'égrenage de la CMDT. La BOAD fournit un prêt de 23 M EUR, soit 36 % du coût total du projet. L'opération consiste à implanter deux nouvelles usines d'égrenage d'une capacité unitaire de 50 000 t de coton-graine et à moderniser les trois autres usines existantes. Quant à la 2^{ème} convention, la BOAD renforce son appui à la CMDT pour la prochaine campagne cotonnière à hauteur de 20,6 M EUR.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Angola : signature de trois contrats de construction de centrales thermiques

La société égyptienne Elsewedy Electric a signé plusieurs contrats BOT (*Build, Operate, Transfer*) d'une valeur totale de 484,5 M USD avec la compagnie publique de production d'électricité angolaise (PRODEL) pour la construction de centrales thermiques de 100 MW à Camama, 100 MW à Cazenga et 25 MW à Viana, en périphérie de Luanda, alimentant à terme plus de 600 000 foyers en électricité. Cette société doit également réhabiliter les centrales de Lubango (40 MW) et de Huambo (16 MW) dans le sud-ouest du pays. En partenariat avec Elsewedy Electric, l'américain General Electric (GE) fournira l'ensemble des turbines TM2500 des nouvelles centrales.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le gouvernement fédéral recherche des investisseurs pour moderniser ses raffineries

Le secrétaire d'Etat en charge du Pétrole Ibe Kachikwu, en visite à Edeme pour la réouverture du pipeline de pétrole brut de Port Harcourt, a annoncé que le gouvernement fédéral recherchait 700 M USD pour la mise à niveau de ses quatre raffineries. Le Nigéria, dont la consommation de pétrole raffiné s'élève à 280 000 barils par jour, n'en produit que 75 000 b/j actuellement, l'objectif de cet investissement est d'atteindre une production de 125 000 b/j. Le budget de l'Etat fédéral étant insuffisant pour un tel projet, Kachikwu se tourne vers les investisseurs qui devraient également apporter un soutien technique. Ibe Kachikwu a précisé que la gestion opérationnelle des raffineries demeurerait sous la responsabilité de l'Etat.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : plan pour le secteur gazier à l'étude

Le ministre du Pétrole, Kofi Buah, a annoncé à l'occasion du 7^{ème} sommet énergétique Pétrole et Gaz à Accra qu'un plan général définissant les grandes orientations pour l'utilisation du gaz dans le secteur énergétique, est actuellement à l'étude par le gouvernement. Celui-ci va notamment définir les secteurs prioritaires pour son usage, ou encore les prix, de même qu'une réglementation du secteur. Avec la mise en œuvre prochaine du champ de Jubilee en 2018, la production pétrolière va passer de 100 000 à 180 000 de barils par jour et la production de gaz de 3,5 à 8,5 M de mètre cube par jour.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : deux sociétés d'exploitation forestière obtiennent des concessions dans le Sud

Dans le cadre de la diversification économique et du développement de la filière forestière, le gouvernement congolais a signé avec deux sociétés, SOS NDD (Maroc) et FL Groupe (Congo), des permis d'exploitation de 30 ans. La SOS NDD se verra attribuer 38 000 ha de forêt et 20 000 ha de terres en savane dans les départements de Pointe-Noire et du Kouilou et FL Groupe 5 000 ha dans le massif forestier du Loudima, dans la Bouenza. Pour ce site, l'entreprise congolaise prévoit un investissement de 27,7 Mds FCFA (42,2 M EUR) et la création de 4 750 d'emplois. Les sociétés bénéficiaires s'engagent à créer des emplois, mais aussi à réhabiliter des écoles et des centres de santé.

✉ arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : rachat par Randgold du gisement aurifère de Moku

La compagnie d'exploration minière Randgold Ressources a signé un accord avec Moku Goldmines AG, pour le projet d'or Moku-Beverendi en RDC. Selon les termes de l'accord, la société devrait acquérir au minimum 51 % dans le projet. L'Etat congolais détiendra par le biais de sa compagnie Sokimo, une participation de 20 % dans le projet sans contribuer à son développement. Moku Goldmines détient un permis d'exploration, non loin de la mine d'or de Kibali également détenue par Randgold et représentant la plus importante mine d'or en exploitation, des montagnes situées le long de la frontière est de la RDC.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ Pétrole : l'Ouganda privilégie le choix de Total pour son oléoduc

L'Ouganda a finalement choisi de faire transiter sa future production de pétrole brut par un oléoduc traversant la Tanzanie pour atteindre l'océan Indien, écartant ainsi un projet concurrent porté par le Kenya, ont annoncé les autorités de Kampala. Ce tracé, privilégié par le géant français des hydrocarbures Total, était contesté par le britannique Tullow, qui préférait un transit via le Kenya, où il compte également des actifs pétroliers. De sources concordantes, l'exploitation du pétrole ougandais dans le bassin du lac Albert ne devrait pas débuter avant 2025. La présidence kenyane a annoncé qu'elle poursuivra son projet Lapsset et construira tout de même un oléoduc pour son propre brut, malgré le revers de Kampala.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Soudan : maintien de la production d'or

Le ministère soudanais des Mines a indiqué que la production aurifère du pays pour le premier trimestre 2016 a été de 22,3 tonnes, en augmentation de 3 % par rapport à la même période pour 2015. Cette production est le fait de petites mines artisanales pour 18,9 tonnes (17,9 en 2015) et de mines industrielles, 3,4 tonnes (3,7 en 2015). Le Soudan, au fort potentiel aurifère, ne parvient pas à augmenter significativement sa production comme il le souhaiterait. L'environnement, peu favorable (absence de code minier, obstacles administratifs, risque global), attire peu les sociétés étrangères.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Kenya : mise en vente de la ferme de floriculture Karuturi

Karuturi, la plus importante ferme de floriculture du Kenya, a été mise en vente sur décision de la Cour suprême kenyane. L'entreprise, détenue par une multinationale indienne, avait été mise en procédure de redressement en 2014, étant incapable de rembourser un prêt de 340 M KES (2,9 M EUR) à la banque CFC Stanbic. *Kenya Revenue Authority*, l'autorité en charge de la collecte des impôts, lui réclame également 2,1 Mds KES (18 M EUR) d'arriérés fiscaux. La ferme située à Naivasha dans la vallée du Rift couvre 126 ha et emploie 3 000 employés. Cet événement témoigne des difficultés de la filière horticole, premier poste d'exportation du Kenya (21 % des exportations en 2014, soit 1,1 Md USD), qui fait notamment face à la concurrence de l'Ethiopie.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : le parc industriel de Hawassa ne trouve pas preneur**

Le parc industriel d'Hawassa, développé par l'institution publique *Industrial Parks Development Corporation* (IPDC) et construit par la société chinoise *China Civil Engineering Corporation* (CCEC), n'a pas séduit les entreprises ciblées. Neuf entreprises ont retiré le cahier des charges pour l'appel d'offres, réservé aux entreprises de textile éthiopiennes, mais aucune d'entre elles n'a soumissionné. Le parc industriel d'Hawassa, dont le coût est estimé à 246 M USD, regroupe 35 entrepôts et 19 bâtiments sur un terrain de 100 hectares. Il devrait être opérationnel en juin 2016. Le déploiement des parcs industriels est l'un des vecteurs du gouvernement pour favoriser l'essor du secteur industriel et attirer investisseurs locaux et étrangers.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : 123 M USD de revenu d'exportations pour le secteur électrique**

La vente d'électricité aux pays voisins (Djibouti et le Soudan) a rapporté 123 M USD au cours des huit premiers mois de l'année fiscale éthiopienne 2015/2016. L'objectif fixé par les autorités pour la période est ainsi atteint à 82 %. L'Ethiopie compte accroître ses capacités de génération électrique (de 4 000 MW actuellement à 17 000 MW d'ici 2020) pour augmenter ses exportations d'électricité, ce avec le double objectif de générer des devises et réduire son déficit commercial.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : découverte d'une réserve de gaz naturel sec**

La compagnie chinoise *Madagascar Southern Petroleum* (MSCP) a annoncé avoir récemment découvert une importante réserve de gaz naturel de bonne qualité dans l'un des quatre puits qu'elle explore dans la région Sud-ouest. Les premiers forages, débutés en 2011, avaient permis de découvrir l'existence d'un réservoir gazier; les nouveaux forages permettent maintenant d'estimer sa contenance, d'environ 20 Mds mètres cubes, situés à 2 900 mètres de profondeur. Il s'agit d'un gaz sec, facilement exploitable, notamment pour la production d'électricité, qui pourrait, moyennant le développement d'une ligne de transport, alimenter la ville de Tuléar, comme l'a souligné la délégation ministérielle qui s'est rendue sur le site.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice souhaite lancer une campagne d'exploration du plancher océanique**

Le gouvernement mauricien vient d'annoncer son intention de lancer des appels à manifestation d'intérêt en vue d'une campagne d'exploration au-delà de sa zone économique exclusive afin d'identifier le potentiel d'exploitation des minéraux présents dans les fonds marins. Ce projet se ferait en étroite liaison avec l'organisme international concerné (*International Seabed Authority / ISA*). Les recherches porteraient prioritairement sur les nodules polymétalliques, les nodules de ferromanganèse et les sulphides polymétalliques identifiables sur le plancher océanique.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : projet de reprise du groupe français Cauval par le groupe Steinhoff**

Le groupe sud-africain Steinhoff se positionne pour reprendre les activités du groupe Cauval (leader français de la literie) en procédure de redressement judiciaire. L'entreprise, qui emploie 1 530 salariés en France, est connue pour ses marques Simons, Dunlopillo et Treca. Dix offres de reprise ont été déposées le 5 avril. Steinhoff a annoncé aux administrateurs judiciaires sa volonté de reprendre 5 sites sur 6 et de conserver 971 emplois, soit 63 % des effectifs. Le projet prévoit également la création de 300 emplois d'ici 5 ans. Le groupe sud-africain est prêt à investir 76 M EUR via un apport en capital.

✉ clement.sarradin@businessfrance.fr

▼ **Lafarge Africa consolide sa position sur le marché de la construction au Nigéria**

Né en 2014 du regroupement des filiales du Nigéria et d'Afrique du sud du groupe cimentier français, Lafarge Africa a enregistré une hausse de chiffre d'affaires de 2,5 % en 2015 (1363,3 M USD). En 2016, l'entreprise projette de construire trois nouvelles usines à béton ainsi qu'une nouvelle cimenterie au Nigéria, via ses filiales ReadyMix et Unicem. Sa capacité de production de ciment devrait passer de 12 à 18 millions de tonnes d'ici à 2017 (contre 35 millions de tonnes pour le géant Dangote). Sur ce secteur, sa part de marché actuelle est estimée à 20 % (contre 60 % pour Dangote). La croissance moyenne du secteur de la construction au Nigéria est estimée à 10 % sur les cinq prochaines années.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Création de l'*Ethiopian Private Airlines Association*, réunissant les compagnies aériennes opérant en Ethiopie**

13 compagnies aériennes privées opérant en Ethiopie ont décidé de se réunir en une association : l'*Ethiopian Private Airlines Association* (EPAA). Il s'agit d'une part de représenter leurs intérêts et de discuter d'une même voix avec le gouvernement, dont le ministère des Transports, l'autorité d'aviation civile et la société en charge de la gestion des aéroports, et d'autre part d'améliorer la sécurité aérienne en Afrique de l'Est. Rappelons que le gouvernement éthiopien est fortement impliqué dans l'industrie, via le poids d'*Ethiopian Airlines*, comptant parmi les plus importantes compagnies aériennes d'Afrique.

✉ magali.pialat@businessfrance.fr

▼ **Ethiopie : développement d'un service de paiement mobile**

Le service de paiement électronique par portable M-Birr, de la société irlandaise MOSS ICT, a été lancé en Ethiopie en 2015, en collaboration avec plusieurs banques éthiopiennes et 5 institutions de microcrédit. Touchant les lieux reculés, ses utilisateurs peuvent effectuer à toute heure leurs opérations. M-Birr simplifie aussi le paiement des allocations sociales et compte déjà 150 000 utilisateurs. Le service devrait rapidement se développer, permettant un meilleur accès au système bancaire et au pays de rattraper son retard en matière de services financiers. Le gouvernement souhaite que d'ici 2020 80 % de la population ait un compte bancaire et veut doubler le nombre d'agences.

✉ magali.pialat@businessfrance.fr

▼ Togo : inauguration du nouveau terminal aéroportuaire de Lomé

Le ministère des Infrastructures et des Transports a procédé le 25 avril 2016 à l'inauguration de la nouvelle aérogare de l'aéroport Gnassingbé Eyadema de Lomé, géré par une société d'économie mixte, la Société Aéroportuaire de Lomé (SALT). Ce projet, fruit de la coopération sino-togolaise a nécessité des investissements de plus de 75 milliards de FCFA (141 M EUR), financé grâce à un prêt de la banque chinoise d'import-export China Exim Bank. Ce nouveau terminal, érigé conformément aux standards internationaux, devrait permettre une augmentation importante du flux de voyageurs et du fret.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Afrique du Sud : Conforama renonce à l'acquisition de Darty face à la FNAC

Conforama, filiale française du groupe sud-africain Steinhoff, a acté sa défaite dans la bataille qui l'oppose depuis plusieurs mois à la FNAC pour la prise de contrôle de Darty, entreprise française de vente d'électroménager, de matériels informatiques et audiovisuels. Conforama vient d'indiquer que sa troisième offre, qui valorisait Darty à 1,09 Md EUR, ne sera pas relevée au regard de la dernière offre de la FNAC, fixée à 1,16 Md EUR. Parallèlement, la FNAC s'est assurée du contrôle de 51,84 % du capital de Darty.

✉ serge.boscher@dgtrésor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : PRASA alloue 39 Mds ZAR de son programme de modernisation à des fournisseurs nationaux

L'agence ferroviaire de passagers d'Afrique du Sud (PRASA) a annoncé avoir alloué 39 Mds ZAR sur les 172 Mds ZAR (soit 23 %) prévus dans son programme de modernisation du matériel roulant de Metrorail afin d'effectuer des achats auprès de fournisseurs nationaux.

5 Mds ZAR seront également octroyés aux petites, moyennes et microentreprises tandis que 1,7 Mds ZAR seront dédiés aux entreprises détenues par des femmes. Cette semaine, le premier train-test a été mis en circulation à Pretoria, tandis qu'un appel d'offres pour les travaux d'alignement des plates-formes de 10 autres stations sur la ligne Mamelodi-Pretoria est en cours.

✉ ophelie.chevillard@dgtrésor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : une meilleure connexion internet vers l'Asie et le reste de l'Afrique

Africa-1 est le nom du câble sous-marin (coût estimé : 5 Mds rands) qui reliera prochainement l'Afrique du Sud et l'Afrique de l'Est au Moyen-Orient et à l'Asie. Toujours au stade d'ébauche, cette initiative rassemble aujourd'hui 5 partenaires financiers : Hong Kong's PCCW Global, Saudi Telecom Company et Telecom Egypt aux côtés des sud-africains MTN Group et Telkom. Les bailleurs espèrent signer un contrat de construction d'ici juin 2016 avec pour objectif d'obtenir un système opérant d'ici fin 2017. D'une capacité annoncée de 40 Tbit/s, Africa-1 devrait s'étendre sur plus de 12 000 km le long de la côte est-africaine, vers l'Arabie Saoudite, l'Égypte et le Pakistan.

✉ laura.laguerce@businessfrance.fr

▼ Nigéria : le ministère des Communications veut une mutation de la Poste

Alors qu'opérateurs de téléphonie et utilisateurs réclament des clarifications sur la nouvelle taxe télécoms que veut instaurer le ministère des Communications – en particulier, si elle s'ajoute ou si elle se substitue à la TVA – le ministre Adebayo Shittu a annoncé dans un entretien accordé à la NAN (*News Agency of Nigeria*) le 16 avril, que les services postaux nigériens dont l'activité entièrement tournée vers le courrier est en pleine chute, devraient se transformer et évoluer vers des services numériques et bancaires (épargne et transferts), en accueillant notamment des centres numériques. Cette évolution devrait permettre un meilleur accès des zones rurales à internet et aux services bancaires.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Ghana : introduction prochaine de l'assurance islamique Takaful par la Commission nationale de l'assurance

La Commission nationale de l'assurance a indiqué qu'elle avait fait appel à un expert afin d'étudier l'introduction prochaine de l'assurance islamique Takaful. Basé sur des principes de coopération, de protection et d'aide réciproque entre les souscripteurs, le *takaful* est un concept d'assurance fondé sur la sharia. Avec une communauté musulmane croissante, cette assurance pourrait séduire cette tranche de la population, et augmenter le taux de pénétration de l'assurance au Ghana, particulièrement faible (1,5 % en 2015). Bien que le marché soit peu développé pour le moment (1 % du PIB), il connaît une croissance rapide (+30 % par an).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Libéria envisage de privatiser l'ensemble de ses écoles primaires

Un projet pilote doit débuter en septembre, dans lequel 50 des 5 000 écoles primaires du pays seront gérées par l'entreprise *Bridge International Academies*, basée au Kenya. Cette société a déjà pris en charge 359 écoles au Kenya et 7 en Ouganda. Les supports pédagogiques sont développés de manière centralisée et fournis aux enseignants par le biais de tablettes. L'informatique est également utilisée pour surveiller la progression des enseignants et des élèves, afin que tout problème soit réglé rapidement. Selon *Bridge International Academies*, ses écoles ont surpassé celles gérées par le secteur public en mathématiques et en lecture sur presque tous les critères.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : acquisition de Tigo RDC par le groupe Orange

Le groupe français Orange a annoncé jeudi 21 avril 2016 l'acquisition totale de Tigo RDC, la filiale du groupe luxembourgeois *Millicom International Cellular*. Ainsi prend fin le processus engagé le 8 février 2016 par les deux entreprises à travers la signature d'un accord de cession pour 160 M USD en numéraire. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre la stratégie de développement d'Orange en Afrique centrale et de l'ouest, avec plus de 80 millions d'habitants et un taux de pénétration mobile relativement faible à 50 % de la population, la RDC représente un fort potentiel de croissance pour Orange.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Madagascar : retrait de Total du bloc on shore de Bemolanga

Le groupe Total ne devrait pas renouveler son permis d'exploration du bloc pétrolier on-shore de Bemolanga, dont il détient 60 %, aux côtés de Madagascar Oil et qui arrive à échéance en juillet prochain. Malgré les réserves dont disposerait le pays et l'attribution de la majorité des blocs pétroliers on-shore, aucune découverte de pétrole conventionnel n'a à ce jour été effectuée. Le nouveau Code pétrolier devrait être soumis à la prochaine session parlementaire, en mai 2016, et ainsi permettre d'ici la fin de l'année le lancement d'appels d'offres pour l'attribution de plus de 200 blocs pétroliers off-shore.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ AXA ouvre une filiale à Maurice

Le groupe AXA, qui a décidé de se lancer dans l'assurance de spécialités par le biais d'un partenariat avec la société Chaucer, et à partir d'une nouvelle entité, *AXA Africa Speciality Risks* (siège à Londres), va installer une filiale à Maurice. Elle couvrira par exemple les risques dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures. AXA Assistance, une des autres entités du groupe, est déjà présente à Maurice avec un centre d'appels.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ La start-up africaine de la semaine : FasoSoap, le savon « anti-palu »

Lancé en 2013, la start-up FasoSoap mise sur un savon anti-moustique qui prévient durant six heures au minimum les piqûres de l'anophèle responsable de la transmission du paludisme. Après avoir échoué à mobiliser des financements auprès d'institutionnels et des organismes de recherche gouvernementaux, FasoSoap s'en remet au financement participatif sur la plateforme de *crowdfunding* Ulule. L'objectif est de collecter 30 000 euros, mais les promoteurs du projet espèrent mobiliser plus de fonds. Une fois le financement via Ulule achevé, des tests plus poussés devront être menés au Centre nationale de recherche et de formation sur le paludisme du Burkina Faso.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

CARNET ET AGENDA

▼ Le Forum d'affaires France - Afrique de l'ouest et centrale s'est ouvert à Abidjan

Comme annoncé, le premier Forum d'Affaires France - Afrique de l'ouest et centrale, sur le thème de la Ville du futur, se tient à Abidjan du 27 au 30 avril 2016. De nombreux dirigeants d'entreprises françaises ainsi que de PME/ETI mobilisées par Business France, les conseillers du Commerce extérieur de la France d'Afrique de l'ouest et centrale et MEDEF International y prennent part. L'événement accueille en outre des personnalités françaises et ivoiriennes de haut niveau du monde politique et économique, des représentants du réseau diplomatique et des services économiques français. Les 21 ambassadeurs de France couvrant tous les pays de la région Afrique de l'ouest et Afrique centrale sont présents.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire

2-3 mai 2016 : les dirigeants des grandes institutions financières d'Afrique se retrouveront à Abidjan pour prendre part à la première édition de la Conférence internationale sur les systèmes de paiement et le financement du commerce intra-Africains. Elle est organisée par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank).

✉ benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

